

Lettre de consultation

Marché de prestations d'élagage pour l'établissement ESRP de Beauvoir

Date de Limite de remise des offres :

25/09/2025 à 12h00 précises, heure de Paris

Éléments clés du contrat

Objet	Élagage, abattage et sécurisation des arbres sur le site de l'ESRP Beauvoir.
Etablissement(s) concerné(s)	ESRP BEAUVOIR
Acheteur	UGECAM Ile-de-France
Procédure de mise en concurrence	Marché public à procédure adaptée (MAPA), conformément aux articles R2123-1 et suivants du Code de la commande publique.
Forme du marché – Technique achat	<p>Le marché est conclu sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire.</p> <p>Le titulaire s'engage à réaliser la totalité des prestations sur la base d'un prix ferme, exprimé toutes charges comprises.</p>
Allotissement	<p>Conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique, le marché n'est pas alloti.</p> <p>La prestation fait l'objet d'un traitement global et indivisible, du fait de la nécessaire coordination des travaux, de l'homogénéité des interventions et du suivi de sécurité sur site. La division du marché en lots serait de nature à rendre techniquement difficile et juridiquement risquée l'exécution du contrat.</p>
Lieu(x) d'exécution	ESRP BEAUVOIR 33 avenue de Mousseau, 91035 Evry Courcouronnes Cedex
Durée	La durée sera indiqué par le Titulaire dans son offre
Référence du contrat	<p>CCAG-FCS 2021 - Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services.</p> <p>En cas de modification ultérieure du CCAG pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, la version la plus récente se substituera de plein droit à la version initialement applicable.</p>
Documents du marché	<ul style="list-style-type: none">• Lettre de consultation signée• Mémoire technique structuré selon les critères techniques• Planning prévisionnel• Attestation de visite• Offre financière forfaitaire avec détail des prestations incluses

Conditions d'envoi et de remise des plis

Modalités pratiques	<p>Les formats des fichiers transmis dans le cadre de la consultation doivent être respectés lors des remises d'offres.</p> <p>Les formats acceptés sont les suivants : xls, .docx, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.</p> <p>Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr - Macros ; - ActiveX, Applets, scripts <p>La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.</p> <p>Il est également conseillé aux candidats de s'identifier via une adresse accessible à plusieurs membres de la société afin d'éviter, de manquer la communication d'informations ou encore de dépasser des délais limites de réponse.</p> <p>Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.</p>
Dépôt des plis	<p>En application de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.</p> <p>Chaque pli est considéré comme une offre. Dès lors, si le soumissionnaire est amené à compléter sa candidature et/ou son offre avant la date limite de remise des plis, il devra procéder à un nouvel envoi intégral comprenant l'ensemble des pièces exigées aux titres de l'offre ou de candidature.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés. • Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté. <p>Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur « PLACE » https://www.marches-publics.gouv.fr. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.</p> <p>La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.</p> <p>Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.</p> <p>L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.</p> <p>L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.</p> <p>Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation sont considérés comme hors délai et sont rejetés.</p> <p>En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.</p>

Table des matières

Section 1.01	Objet de la demande	1
Section 1.02	Exigences techniques impératives	1
Section 1.03	Modalité des visites	1
Article II.	Modalités de mise en concurrence	2
Section 2.01	Critères d’attribution	2
Section 2.02	Négociation	2
Article III.	Les attendues en terme de réponse	2
Section 3.01	Compréhension du besoin et pertinence du projet proposé	3
Section 3.02	Méthodologie d’intervention, moyens humains et matériels	3
Section 3.03	Traitement des déchets verts	3
Section 3.04	Délai de démarrage et durée globale des interventions	3
Section 3.05	Responsabilité et engagement	3
Section 3.06	En résumé	3
Article IV.	Contractualisation	4
Section 4.01	Engagement ferme du titulaire	4
Section 4.02	Référentiel contractuel	4
Section 4.03	Clause de prestation similaire (évolution du périmètre)	4
Section 4.04	Imprévu lié aux autorisations SNCF	5
Section 4.05	Clause de résolution amiable des difficultés	5
Article V.	Signature des parties	5

Article I. Conditions générales des prestations

Section 1.01 Objet de la demande

Elagages, abattages et mise en sécurité des arbres du parc de l'ESPO Beauvoir qui sont mitoyens avec la copropriété du Bonhomme en pierre, l'Avenue de Beauvoir et la voie ferrée située en bas de la propriété de l'établissement.

La loi impose l'abattage ou l'élagage des arbres représentant un danger pour les passants, pour les infrastructures ou pour les réseaux électriques et téléphoniques, et ce même sur un terrain privé.

L'UGECAM IDF est donc tenu de procéder à un abatage si l'arbre en question est : Mort ou en fin de vie (pour prévenir les risques de chute) ;

- Penché ou déraciné ;
- Menaçant pour vous ou votre voisinage ;
- Trop proche des câbles téléphonique ou électriques ;

Section 1.02 Exigences techniques impératives

- L'abattage, l'élagage et la mise en sécurité des arbres situés en limite de propriété (copropriété Bonhomme en Pierre, avenue de Beauvoir, voie ferrée),
- Le rognage des souches si besoin,
- Le tronçonnage en sections de 50 cm,
- Le traitement des déchets verts (broyage, évacuation et valorisation),
- La sécurisation du site pendant l'intervention.

⚠ Les autorisations nécessaires (mairie, SNCF...) sont à la charge de l'entreprise.

⚠ La visite du site est obligatoire avant remise de l'offre.

Section 1.03 Modalité des visites

Une visite obligatoire du site est organisée afin de permettre aux candidats de prendre connaissance de l'environnement et de la totalité des prestations attendues.

Deux créneaux sont proposés :

1. Mercredi 3 septembre 2025 à 10h30

Les candidats sont invités à confirmer leur présence par mail ou téléphone auprès de :

- M. Daniel BARRE
- daniel.barre@ugecam.assurance-maladie.fr / 01.60.79.51.18

2. Mercredi 10 septembre 2025 à 10h30

Les candidats sont invités à confirmer leur présence par mail ou téléphone auprès de :

- M. Stéphane PERRIER
- stephane.perrier@ugecam.assurance-maladie.fr / 06.73.88.07.05

⚠ L'attestation de visite signée par le représentant du pouvoir adjudicateur est obligatoire pour que l'offre soit recevable.

Article II. Modalités de mise en concurrence

Section 2.01 Critères d'attribution

Critères	Sous-critères	Pondération
Valeur financière		40%
Valeur technique		50%
	Compréhension du besoin et pertinence du projet proposé	15%
	Méthodologie d'intervention, moyens humains et matériels	15%
	Modalités précises d'évacuation, tri, recyclage ou valorisation des déchets végétaux	10%
	Délai de démarrage	10%
Valeur environnementale		10%
	Pratiques sociales / environnementales (recrutement inclusif, matériel écoresponsable, etc.)	10%

Section 2.02 Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas négocier.

Toutefois, une négociation pourra être engagée si cela est jugé opportun, conformément aux articles R2123-5 et suivants.

La négociation ne constitue pas un droit pour les candidats.

Article III. Les attendues en terme de réponse

Afin de garantir la pertinence des offres et de faciliter leur analyse, les candidats sont invités à fournir une réponse structurée, précise et engageante, fondée sur leur connaissance concrète du site et de ses spécificités constatées lors de la visite obligatoire.

Le mémoire technique constitue un élément central de l'offre : il permet au pouvoir adjudicateur d'apprécier la compréhension du besoin, la capacité du candidat à s'adapter aux contraintes du site, ainsi que la qualité des prestations proposées.

→ Il est donc fortement recommandé d'utiliser le modèle de mémoire fourni, afin d'assurer une présentation homogène des offres et éviter tout oubli d'information.

Les attentes spécifiques portent notamment sur les éléments présentés ci-dessous.

Section 3.01 Compréhension du besoin et pertinence du projet proposé

Le candidat doit démontrer qu'il a bien identifié :

- Le périmètre exact des interventions à réaliser (nombre d'arbres à élaguer ou abattre, spécificités d'accès, zones à risque) ;
- Les contraintes techniques (zones en pente, mitoyenneté avec la voie ferrée, accès limité...) ;
- Les enjeux de sécurité pour les usagers et le voisinage.

Il est attendu que le candidat formule sa propre estimation du nombre d'arbres à abattre et des prestations associées, sur la base de son diagnostic terrain.

Il peut, le cas échéant, proposer des prestations complémentaires utiles à la bonne fin du projet (ex. nettoyage approfondi, broyage sur site, sécurisation préventive...).

Cette partie de la réponse vaudra engagement contractuel en cas d'attribution du marché.

Section 3.02 Méthodologie d'intervention, moyens humains et matériels

Les candidats doivent décrire :

- leur organisation pour sécuriser, intervenir et coordonner les opérations ;
- les moyens humains (nombre et qualification des intervenants) ;
- les engins ou matériels utilisés (nacelles, broyeurs, etc.), en lien avec les contraintes du site.

Section 3.03 Traitement des déchets verts

Le mémoire doit inclure une description claire des modalités d'évacuation, de tri, de valorisation ou de destruction des déchets issus de l'élagage ou de l'abattage.

Les candidats sont encouragés à mettre en avant :

- Les solutions écoresponsables (valorisation bois, compostage...) ;
- Leur capacité à maintenir le site propre pendant et après l'intervention.

Section 3.04 Délai de démarrage et durée globale des interventions

Le démarrage rapide des prestations constitue un critère de sélection.

- Les candidats doivent indiquer précisément leur première date de disponibilité à compter de la notification.
- Un planning détaillé des opérations est attendu. Il devra intégrer, le cas échéant, les temps incompressibles liés aux autorisations administratives (notamment SNCF).

Section 3.05 Responsabilité et engagement

Le titulaire s'engagera à :

- Réaliser l'ensemble des prestations décrites dans son offre, sans réserve, à prix forfaitaire ;
- Prendre toutes les précautions pour sécuriser les zones de travaux ;
- Collaborer avec le responsable technique pour planifier et coordonner les interventions.

Section 3.06 En résumé

Les candidats sont invités à faire preuve de rigueur, de réalisme et de professionnalisme dans leurs réponses.

Chaque proposition doit refléter la maîtrise des enjeux du site, la clarté des méthodes d'exécution, et la capacité à assurer un service complet, fiable et sécurisé.

Article IV. Contractualisation

Section 4.01 Engagement ferme du titulaire

Le marché est conclu à prix global et forfaitaire, sur la base de l'offre transmise par le candidat attributaire.

Le titulaire s'engage, du fait de la visite obligatoire préalable et des éléments constatés sur site, à réaliser l'ensemble des prestations décrites dans son offre, dans les conditions qu'il aura lui-même définies, sans qu'il soit possible de renégocier les prix après notification.

Cette offre comprend à minima :

- Le périmètre des arbres à traiter (élagage, abattage, sécurisation),
- Les modalités d'intervention (tronçonnage, broyage, rognage, etc.),
- Le traitement complet des déchets,
- La remise en état du site en fin de chantier.

Le titulaire ne pourra pas invoquer une mauvaise estimation du besoin pour solliciter une révision du prix ou de la durée d'exécution.

Section 4.02 Référentiel contractuel

Les engagements contractuels s'appuient :

- Sur la lettre d'engagement,
- Sur les éléments techniques décrits dans l'offre retenue,
- Sur les annexes (mémoire technique, planning, DGPF...),
- Et sur le CCAG-Fournitures et Services Courants, qui s'applique en totalité sauf mention contraire dans la présente.

Section 4.03 Clause de prestation similaire (évolution du périmètre)

Dans l'hypothèse où, entre la date de visite du site par les candidats et la date effective de démarrage des interventions, le site ferait l'objet d'une évolution imprévisible (par exemple, la chute ou la fragilisation d'un arbre ne présentant aucun risque apparent lors de la visite), le pouvoir adjudicateur pourra commander une prestation supplémentaire dans le cadre des prestations similaires.

Cette prestation :

- Ne sera pas considérée comme une remise en concurrence, même si elle n'était pas prévisible au jour de la visite,
- Sera assimilée à une extension cohérente du périmètre initial,
- Et pourra être commandée directement au titulaire, sous forme d'avenant, dès lors qu'elle s'inscrit dans la continuité opérationnelle et technique du marché initial.

Le titulaire s'engage à répondre favorablement à toute demande formulée dans ce cadre, sauf impossibilité dûment justifiée.

Section 4.04 Imprévu lié aux autorisations SNCF

Certaines prestations se situant en limite de voie ferrée, l'intervention nécessite l'obtention d'autorisations préalables de la part de la SNCF.

En cas de retard uniquement imputable à l'absence de retour ou au refus de la SNCF, le titulaire ne sera pas considéré comme défaillant, sous réserve de justifier :

- Ses démarches (demande envoyée, relances, etc.),
- Et son absence de responsabilité dans le délai constaté.

Dans ce cas, il adaptera son planning, en concertation avec l'établissement, uniquement pour les zones concernées.

Section 4.05 Clause de résolution amiable des difficultés

Les parties s'engagent, en cas de difficulté dans l'exécution du marché (technique, humaine, administrative), à :

- Échanger en priorité par voie amiable,
- Rechercher une solution équilibrée avant toute autre démarche (retenue financière, résiliation...).

Cet engagement est destiné à garantir la bonne exécution du marché et la continuité du service attendu.

Article V. Signature des parties

Fait à Montreuil, le xx/xx/xxxx,

Fait à, le

,

Madame Laurence DAUFFY, Directrice générale,

.....

